QWAMPLIFY

Société anonyme

14 Place Marie-Jeanne Bassot

92300 LEVALLOIS-PERRET

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 septembre 2019

Sacor Audit
13, rue Auber
75009 PARIS

Deloitte & Associés
Immeuble Castel Office,
7 boulevard Jacques Saadé, Quai de la Joliette
13235 MARSEILLE CEDEX 02

QWAMPLIFY

Société anonyme

14 Place Marie-Jeanne Bassot

92300 LEVALLOIS-PERRET

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 septembre 2019

A l'assemblée générale de la société QWAMPLIFY

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société QWAMPLIFY relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er octobre 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La société a procédé à des tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans la note II 2.1 de l'annexe pour :

- La reprise de la provision pour dépréciation du fonds de commerce exploité par la société GECIP pour 360.000 €, lequel a été définitivement enregistré en perte au 30 septembre 2019 ;

- Le mali technique, dont le montant net au bilan s'établit à 3.591.365 euros au 30 septembre 2019 ;

- Les écarts d'acquisitions, dont le montant net figurant au bilan au 30 septembre 2019 s'établit à 19.471.504 euros ;

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note II 2.1 de l'annexe donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

A Paris et Marseille, le 28 janvier 2020

Les commissaires aux comptes

Sacor Audit	Deloitte & Associés
Claire DISSEZ	Anne-Marie MARTINI

QWAMPLIFY

COMPTES ANNUELS CONSOLIDES
Période du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019

SOMMAIRE

Bilan 4

Compte de résultat 6

Tableau de flux de trésorerie 7

Tableau de variation des capitaux propres 8

I. Principes et méthodes comptables 9

1.1. Périmètre de consolidation 9

1.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation 10

1.3. Faits marquants de l'exercice et évènements postérieurs à la clôture 16

II - Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations 17

2.1 Immobilisations et amortissements 17

2.2 Stocks et provisions sur stocks 21

2.3 Créances 21

2.4 Trésorerie 22

2.5 Capital social 23

2.6 Dettes 23

2.7 Provisions pour risques et charges 24

2.8 Produits à recevoir, charges à payer et comptes de régularisation 25

2.9 Chiffre d'affaires 25

2.10 Autres produits 26

2.11 Autres achats et charges externes 26

2.12 Effectif moyen fin de période 27

2.13 Amortissements et provisions d'exploitation nets 27

2.14 Résultat financier 28

2.15 Produits et charges exceptionnels 28

2.16 Contribution des sociétés mises en équivalence 29

2.17 Impôt sur les bénéfices et impôts différés 29

2.18 Politique de risques de change 30

III - Informations diverses 30

3.1 Dirigeants 30

3.2 Tableau des principaux engagements 31

3.3 Dettes garanties par des sûretés réelles 31

3.4 Informations concernant les entreprises liées 32

3.5 Plan de stock option et actions gratuites 32

3.6 Honoraires des commissaires comptes 32

BILAN ACTIF

	30/09/2019			30/09/2018
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Ecart d'acquisition	22 055 564	3 084 057	18 971 507	19 204 384
Immobilisations incorporelles	8 003 666	3 885 539	4 118 127	4 104 561
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	306 957	297 387	9 570	21 598
Autres immobilisations corporelles	2 128 745	1 702 161	426 584	534 067
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Participations mises en équivalence	4 771 734		4 771 734	4 806 477
Autres immobilisations financières	5 354 700	750 782	4 603 918	3 954 550
Total II	**42 621 367**	**9 719 926**	**32 901 440**	**32 625 637**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises	12 284	12 284		
Créances				
Clients et comptes rattachés	9 578 833	352 452	9 226 381	9 882 416
Autres créances	4 217 619		4 217 619	3 926 922
Trésorerie	9 781 773	302 395	9 479 378	11 090 759
Comptes de régularisation actifs	216 173		216 173	411 355
Total II	**23 806 682**	**667 131**	**23 139 551**	**25 311 449**
TOTAL GENERAL (I + II)	**66 428 048**	**10 387 057**	**56 040 991**	**57 937 086**

BILAN PASSIF

		30/09/2019	30/09/2018
CAPITAUX PROPRES			
Capital	(dont versé : 5 506 489)	5 506 489	5 507 395
Primes d'émission, de fusion, d'apport		8 482 789	8 486 530
Ecarts de réévaluation			
Réserves :			
- Réserve légale		489 903	489 903
- Autres réserves			0
- Réserves consolidées		-1 439 542	-1 501 735
Report à nouveau		5 434 662	6 885 515
Ecart de conversion		-13 569	-7 785
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		2 698 471	-428 487
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (I)		21 159 203	19 431 336
INTERETS MINORITAIRES		1 005 865	727 892
Total II		1 005 865	727 892
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques & charges		815 473	901 453
Total III		815 473	901 453
DETTES			
Dettes financières			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts auprès d'établissements de crédit		8 464 506	11 449 385
Concours bancaires courants		1 619 397	1 506 413
Emprunts et dettes financières diverses		36 926	42 799
Dettes d'exploitation			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 905 939	2 057 137
Dettes fiscales et sociales		2 903 968	2 787 369
Autres dettes		16 904 431	16 822 233
Comptes de régularisation passif		1 225 283	2 211 072
Total IV		33 060 480	36 876 408
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	56 040 991	57 937 088

COMPTE DE RESULTAT

	30/09/2019	30/09/2018
Produits d'exploitation		
Chiffres d'affaires	24 966 712	23 698 909
Autres produits	1 154 608	882 748
Total des produits d'exploitation (I)	26 121 320	24 581 657
Charges d'exploitation		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		686 698
Autres achats et charges externes	10 975 975	10 278 276
Impôts, taxes et versements assimilés	377 876	348 035
Salaires et charges sociales	10 091 327	9 864 752
Dotations nettes aux amortissement et provisions d'exploitation	201 840	899 575
Autres charges	365 015	329 678
Total des charges d'exploitation (II)	22 012 033	22 407 014
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	4 109 287	2 174 643
RESULTAT FINANCIER (III)	-18 159	68 896
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III)	4 091 128	2 243 539
RESULTAT EXCEPTIONNEL (IV)	-793 724	-510 036
Impôts sur les bénéfices	-724 569	-725 831
RESULTAT NET AVANT AMORT, DES ECARTS D'ACQUISITION	2 572 835	1 007 672
Amortissement des écarts d'acquisition	0	-1 196 264
Résultat des sociétés mises en équivalence	603 770	39 068
Résultat net des sociétés en arrêt d'activité	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	3 176 605	-149 524
Intérêts minoritaires	-478 133	-278 963
RESULTAT NET CONSOLIDE PART DU GROUPE	2 698 472	-428 487
RESULTAT NET PAR ACTION	0,490	-0,078
Nombre d'actions	5 506 489	5 507 395
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION	0,490	-0,078
Nombre d'actions	5 506 489	5 507 395

TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE

	30/09/2019	30/09/2018
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net part du groupe	2 698 472	-428 487
Part revenant aux minoritaires	478 133	278 964
Plus values/moins values de cession d'immobilisations	394 795	49 991
Amortissements et provisions nets de reprises	277 446	2 407 777
Quote part dans les sociétés mises en équivalence	-603 770	-39 068
Marge brute d'autofinancement	**3 245 076**	**2 269 177**
Variation du besoin en fonds de roulement (BFR)		
Variation des clients	-1 332 431	1 438 054
Variation des autres créances	-16 998	977 408
Variation des dettes fournisseurs	243 234	-208 732
Variation des autres dettes	1 540 523	-1 655 990
Total Variation du BFR	**434 328**	**550 740**
Flux nets de trésorerie d'exploitation	**2 810 748**	**1 718 437**
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-40 237	-117 782
Acquisition d'immobilisations financières	-22 656	-7 776
Variation de périmètre	59 053	
Acquisition et cession d'intérêts minoritaires		-2 739 513
Décaissements liés aux earn out		-4 770 634
Cessions d'immobilisations	45 513	29 752
	41 673	**-7 605 953**
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-407 905
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	-200 160	-423 210
Achats / ventes d'actions propres	-761 856	322 182
Augmentation/Réduction de capital net de frais	-4 647	134 097
Souscription de nouveaux emprunts		7 745 305
Remboursement des emprunts	-2 990 752	-2 438 444
	-3 957 415	**4 932 025**
AUTRE VARIATIONS		
Variations monétaires	-5 784	-8 994
	-5 784	**-8 994**
VARIATION DE TRESORERIE	**-1 110 778**	**-964 485**

VARIATION DE TRESORERIE	**-1 110 778**	**-964 485**
Trésorerie d'ouverture	13 474 926	14 439 411
Trésorerie de clôture	12 364 148	13 474 926

Détail de la trésorerie de clôture	12 364 148	13 474 926
Disponibilités	8 162 376	9 894 426
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme nantis	4 201 772	3 580 500

A noter que sur 12 061 752 €, déduction faite de la provision pour dépréciation de 302 395 € des VMP, seuls 4 956 682 € du poste « Trésorerie » appartiennent au groupe QWAMPLIFY, après déduction de la trésorerie détenue pour le compte de tiers du fait des avances de fonds consenties par les clients dans le cadre des opérations Marketing en cours (Cf. §2.4 du présent document).

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en euros)	Capital	Prime	Réserve légale	Autres réserves	report à nouveau	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat	Total
Clôture au 30/09/2017	**5 206 297**	**7 033 662**	**489 903**	**8 245 317**	**0**	**-2 560 734**	**1 209**	**-689 754**	**17 725 899**
Affectation du résultat N-1				-7 837 412	6 885 516	262 142		689 754	0
Ecart résultat 2017						-310 546			-310 546
Résultat de l'exercice								-428 487	-428 487
Variation périmètre						782 786			782 786
V° des écarts de conversion						2 435	-8 994		-6 559
Augmentation de capital	301 098	1 452 868							1 753 966
Actions propres						322 182			322 182
Dividendes				-407 905					-407 905
Clôture au 30/09/2018	**5 507 395**	**8 486 530**	**489 903**	**0**	**6 885 516**	**-1 501 735**	**-7 785**	**-428 487**	**19 431 336**
Affectation du résultat N-1						-428 487		428 487	0
Résultat de l'exercice								2 698 471	2 698 471
V° des écarts de conversion							-5 783		-5 783
Variation du capital	-906	-3 742				-48 901			-53 549
Variation de périmètre						-149 414			-149 414
Actions propres						-761 858			-761 858
Clôture au 30/9/2019	**5 506 489**	**8 482 788**	**489 903**	**0**	**6 885 516**	**-2 890 395**	**-13 568**	**2 698 471**	**21 159 203**

ANNEXE AU COMPTES ANNUELS CONSOLIDES AU 30 SEPTEMBRE 2019

I. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels consolidés au 30 septembre 2019 du Groupe QWAMPLIFY sont complétés de l'annexe ci-jointe dans laquelle toute information vous sera donnée sur :

1. Le périmètre de consolidation.
2. Les règles et méthodes comptables.
3. Les faits marquants de l'exercice et évènements postérieurs à la clôture
4. Certains postes du bilan et du compte de résultat.

Les états financiers individuels des sociétés du Groupe sont établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays d'activité. Le Groupe applique, pour ses comptes consolidés, les méthodes d'évaluation et les principes de consolidation conformément à l'avis 98-10 du CNC et au règlement 99-02 publié au JO du 31 juillet 1999.

1.1. Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées par intégration globale

Les sociétés suivantes, contrôlées à plus de 50 % par la S.A.QWAMPLIFY, sont consolidées par intégration globale :

SOCIETES	Siège	% D'INTERET	% CONTROLE
SA QWAMPLIFY	14 Place Marie Jeanne Bassot 92300 LEVALLOIS PERRET	Société mère	Société mère
SARL GECIP	14 Place Marie Jeanne Bassot 92300 LEVALLOIS PERRET	100 %	100 %
LOJAALI INTERACTIV OY Ltd	Hietaniemenktu, 14 B 01000 HELSINSKI - FINLANDE	100 %	100 %
SAS QWAMPLIFY ACTIVATION	135 avenue Victoire 13590 ROUSSET	100 %	100 %
SAS AUDIENCE +	14 Place Marie Jeanne Bassot 92300 LEVALLOIS PERRET	100 %	100 %
Audience + LTD	C/O Frenger -Wilberforce House- Station Road London NW4 4QE	90 %	90 %
SARL QWAMPLIFY PROGRAMMATIC	14 Place Marie Jeanne Bassot 92300 LEVALLOIS PERRET	100 %	100 %
SAS ADSVISERS	14 Place Marie Jeanne Bassot 92300 LEVALLOIS PERRET	100 %	100 %
SAS ADVERTISE ME	1198 Avenue Dr Dona 06250 MOUGINS	70 %	70 %
SARL STATUM	14 Place Marie Jeanne Bassot	100%	100%

	92300 LEVALLOIS PERRET		
SARL HIGHTEN	26 rue du docteur Vuillième 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX	100 %	100 %

Au cours de l'exercice, les variations de périmètre ont été les suivantes :

- Acquisition de l'intégralité du solde des titres de la société HIGHTEN portant la participation de 50,20% à 100 % et générant un écart d'acquisition complémentaire de 261 120 €.

Sociétés consolidées par mise en équivalence

Les sociétés suivantes, ont été consolidées par mise en équivalence dans la mesure où le groupe ne possède pas le contrôle exclusif de ces sociétés mais détient simplement une influence notable.

SOCIETES	Siège	% D'INTERET	% CONTROLE
BILENDI SA	3 rue d'Uzés 75002 PARIS	25,63 %	25,63 %

Sociétés non consolidés

La société suivante n'est plus consolidée (cf § 1.3) :

SOCIETES	Siège	% D'INTERET	% CONTROLE
Q3 SAS	22 Bld Charles Moretti 13014 Marseille	23,75 %	23,75%

1.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Immobilisations et amortissements

a- Ecarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation représentent la différence constatée lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et la part de l'entreprise détentrice dans ses capitaux propres.

Les capitaux propres sont ceux qui apparaissent après que des reclassements et des retraitements aient été effectués pour que soient respectées les règles de présentation et d'évaluation utilisées pour l'ensemble consolidé.

Lors de la souscription supplémentaire de titres d'une société présente dans le périmètre de consolidation, un écart d'acquisition complémentaire est calculé. Cet écart d'acquisition complémentaire représente la différence constatée à la date de la souscription complémentaire, entre le coût d'acquisition de cette quote-part de titres supplémentaire et la quote-part complémentaire de l'entreprise détentrice dans ses capitaux propres.

Conformément aux recommandations du Conseil National de la Comptabilité, les écarts sont analysés et, le cas échéant, affectés aux éléments d'actifs correspondants : l'écart résiduel non affecté est inscrit en écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition négatifs sont analysés comme une provision pour risque inscrite distinctement au passif du bilan. La durée du plan de reprise est de trois ans à compter de la date d'acquisition des titres de participation.

Suite à la modification du Code de Commerce en juillet 2015 visant à transposer en droit français la directive comptable européenne de 2013, l'ANC a mis fin à l'amortissement obligatoire des écarts d'acquisition dans les comptes consolidés établis en règles françaises. Ces nouvelles règles sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016.

Les écarts d'acquisitions antérieurs au 01/10/2016 ont été ré-analysés. Pour chacun de ces écarts d'acquisition, la durée d'utilisation étant non-limitée, le groupe a choisi de procéder à l'arrêt de l'amortissement. L'application de ce nouveau règlement étant prospective, les amortissements antérieurs ne sont pas repris. Un test annuel de dépréciation est effectué sur ces écarts d'acquisition.

En application des nouvelles règles précitées, les nouveaux écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais un test de dépréciation est effectué à chaque clôture d'exercice.

Le test annuel de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable des écarts d'acquisition avec leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est déterminée par référence à la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie.

L'estimation de la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie est approchée par la méthode d'actualisation des flux nets de trésorerie sur la base de paramètres issus des plans d'affaires à cinq ans établis par le groupe, qui incluent des taux de croissance et de profitabilité jugés raisonnables. Les taux d'actualisation correspondent au coût moyen pondéré du capital de chaque unité génératrice de trésorerie. Le taux de croissance à long terme sur la période au-delà de cinq ans est fixé à 1.50%.

Lorsque la valeur nette comptable est supérieure à la valeur recouvrable de l'écart d'acquisition, une dépréciation est comptabilisée pour la différence.

b- Immobilisations incorporelles

Les fonds de commerce sont évalués au coût d'acquisition.

La plateforme technologique développée en interne par la société Audience + a été immobilisée et fait l'objet d'un amortissement sur 3 ans. Les coûts capitalisés de cette plateforme sont ceux directement associés à sa production, c'est-à-dire les charges liées essentiellement aux coûts salariaux des personnels ayant développé cette plateforme. Depuis le 30/09/2018, cette plateforme est intégralement dépréciée.

Les autres immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition pour les éléments acquis ou au coût de revient pour les éléments produits par l'entreprise.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Postes	Durée
Plateforme technologique	3 ans

Logiciels	2 à 5 ans

c- Immobilisations corporelles

Les éléments amortissables de l'actif immobilisé sont amortis selon le mode linéaire.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Postes	Durée
Installations techniques et matériels	2 à 10 ans
Agencement et installations	2 à 10 ans
Matériels de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans
Mobilier	3 à 5 ans

Le retraitement optionnel des immobilisations financées au moyen de contrats de crédit-bail est opéré pour les acquisitions significatives. Ces dernières sont comptabilisées comme si elles avaient été acquises à crédit et amorties en fonction de leur durée de vie économique estimée.

Elles figurent donc dans les postes d'immobilisation du bilan consolidé : la dette en capital vis à vis des sociétés de crédit bail étant comptabilisée dans les emprunts. Le retraitement des loyers de crédit bail est également opéré afin de faire figurer les charges dans les postes de dotation aux amortissements et de frais financiers.

Au 30 septembre 2019, il n'existe aucune immobilisation significative financée au moyen de contrat de crédit bail ou de location-financement retraitée au niveau de la consolidation.

d- Immobilisations financières

Les titres des participations mises en équivalence correspondent aux 25,63% détenus dans la société BILENDI.

Les prêts, dépôts et autres créances de l'actif financier ont été évalués à leur valeur nominale.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées à la valeur nominale.

Lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à leur valeur nominale, une provision pour dépréciation égale à la différence entre la valeur nominale et la valeur d'inventaire est constituée.

Les provisions clients sont calculées sur la base d'une revue des comptes client par client. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées au coût d'acquisition ou à la valeur de marché si elle est inférieure.

Créances et dettes en monnaie étrangère

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en euros sur la base du dernier cours du change. Lorsque l'application du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, des écarts de conversion sont alors enregistrés.

Conversion des comptes en devises

Les transactions entre les filiales intégrées et la société mère ne constituant pas une forte proportion des activités des filiales, les filiales intégrées disposent d'une autonomie économique et financière. Par conséquent, pour procéder à la consolidation des comptes des entreprises étrangères, la méthode retenue est la méthode du cours de clôture :

- les actifs et passifs sont convertis en taux de clôture,
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice.

La différence de conversion est incluse dans les capitaux propres et les intérêts minoritaires. Par conséquent, elle n'affecte pas le résultat.

Les gains latents n'interviennent pas dans la formation du résultat. Les pertes latentes entraînent, par contre, la constitution d'une provision pour risque de change.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées dès lors qu'il est constaté une obligation à l'égard d'un tiers résultant d'un évènement passé et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

Pensions et indemnités assimilées.

Les engagements de retraite ont été estimés sur la base de la méthode rétrospective au 30 septembre 2019 à 352 008 €. Ils sont comptabilisés en provision pour charges.

Les hypothèses retenues pour cette évaluation sont les suivantes :

- Taux d'actualisation = 1 %
- Taux de charges sociales- = 42 %
- Age de départ = taux plein (réforme des retraites 2010)
- Taux d'inflation = 2%
- Taux d'évolution des salaires = 1%
- Table de turn-over = taux moyen de 4.27 %
- Table de mortalité = INSEE 2013-2015

Frais de recherche et développement

La société Audience + valorise ses frais de recherche et développement qu'elle engage annuellement et qui se composent principalement des charges de personnel de l'équipe informatique correspondant au temps passé sur les projets identifiés.

Aucun frais de recherche et développement n'a été comptabilisé depuis l'exercice clos au 30 septembre 2018.

Par ailleurs, les sociétés Qwamplify activation et Advertise me ont bénéficié du crédit d'impôt innovation à hauteur respectivement de 64 K€ et 240 K€ à hauteur de leurs dépenses en innovation.

Critères retenus pour identifier les charges et produits exceptionnels

Les éléments dont le montant est inhabituel au regard de l'activité du groupe ou qui, par nature, ne sont pas amenés à se renouveler sont classés en résultat exceptionnel.

Opérations réciproques

Toutes les opérations réciproques sont éliminées.

Chiffres d'affaires et autres produits d'exploitation

- *Activité Supply Chain*

Le chiffre d'affaires est constitué de prestations de services réalisées avec les tiers et facturées mensuellement au fur et à mesure du degré d'avancement des travaux exécutés.

- *Activité Marketing Activation*

Cette activité regroupe les services proposés en matière de licensing, CRM et opérations promotionnelles qui représentent la plus grande partie de l'activité.

Les opérations promotionnelles sont de deux natures :

1° - les offres de remboursements différés

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes de prestations de services réalisées avec les tiers. Ces prestations de services comprennent des frais fixes de mise en place et de suivi ainsi que des frais variables de gestion en fonction du nombre de remboursements effectué. Le chiffre d'affaires est facturé dès le début de l'opération pour la totalité des frais fixes et pour un montant de frais variables calculés sur la base d'une estimation des remboursements sur la totalité de l'opération. A la clôture de l'opération, une facture de régularisation est comptabilisée en fonction des remboursements réellement effectués

A la clôture de l'exercice, pour les opérations en cours, un produit constaté d'avance ou une facture à établir est enregistré sur la base du taux d'avancement de l'opération pour la quote-part du chiffre d'affaires représenté par les frais variables de gestion.

Les remboursements effectués aux consommateurs ne sont pas pris en compte dans le chiffre d'affaires. Les clients consentent des avances de trésorerie afin que la société puisse régler les remboursements en leur nom et pour leur compte.

2° - les offres de remboursements forfaitaires

Le groupe QWAMPLIFY distingue dans les forfaits facturés aux clients le montant des remboursements aux consommateurs de sa prestation de gestion, qu'elle gère pour le compte de ses clients en opération de mandat. Dans ces conditions, seule la partie correspondant à la prestation de gestion de QWAMPLIFY a été comptabilisée en chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes de prestations de services réalisées avec les tiers. La société facture ses clients pour un montant global comprenant les remboursements estimés et les frais de gestion. Ce forfait est constaté en chiffre d'affaires dès le début de l'opération. A la clôture de l'opération, le chiffre d'affaires est diminué du montant des remboursements effectués, dans la mesure où les remboursements sont réalisés pour le compte des clients en opération de mandat.

A la clôture de l'exercice, pour les opérations en cours, un produit constaté d'avance est comptabilisé en fonction du taux d'avancement de l'opération. Les remboursements effectués à la date de clôture constituent un avoir à établir.

Pour ce type d'opérations, la part des remboursements réalisés excédant les remboursements attendus est à la charge de la Société et ne pourra être refacturée aux clients. Si les remboursements réalisés sont inférieurs aux remboursements attendus, la différence sera au bénéfice de la Société sans rétrocession aux clients.

Les remboursements effectués aux consommateurs ne sont pas pris en compte dans le chiffre d'affaires mais sont réglés par la Société au nom et pour le compte de son client et transitent par des comptes de bilan.

- *Les autres produits d'exploitation*

Les autres produits d'exploitation correspondent principalement aux frais refacturés aux clients (affranchissements) d'une part et d'autre part, aux indemnités d'assurance perçues sur les opérations promotionnelles déclarées en sinistre. Les frais sont refacturés et enregistrés en produits au fur et à mesure qu'ils sont engagés par le groupe. Les produits correspondant aux indemnités d'assurance sont enregistrés dès lors qu'il apparaît certain que l'assurance indemnisera une opération déclarée en sinistre.

Impôts différés

Certains retraitements de consolidation ainsi que certains décalages d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable fiscalement et le résultat comptable retraité. Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés déterminée en application de la méthode de report variable.

- *Activité « Média »*

Cette activité regroupe les services proposés pour travailler la notoriété des marques clientes, et l'acquisition de nouveaux clients, notamment à travers les leviers SEA, SEO, emailing, co-registration, etc

Les budgets Media confiés au Groupe pour ces opérations, sont gérés et arbitrés de façon à en maximiser le ROI. La rémunération de cette activité repose sur des honoraires, facturés mensuellement en fonction de la consommation des budgets.

Les budgets confiés ne sont pas comptabilisés en chiffre d'affaires.

1.3. Faits marquants de l'exercice et évènements postérieurs à la clôture

Faits marquants de l'exercice :

- ✓ Rachat de 49,84% des actions de la société HIGHTEN en avril 2019 portant la détention de 50,16% à 100 % pour 1 M€

- ✓ Augmentation de capital chez la société Q3 à laquelle le Groupe n'a pas participé réduisant sa participation de 26,66% à 23,75%. Par ailleurs, le Groupe a estimé que depuis le 1er octobre 2018, il n'exerçait plus aucune influence notable sur la société Q3 du fait de l'arrêt des relations commerciales d'une part et d'autre part, la cessation de tout échange avec la Direction. Les titres Q3 mis en équivalence ont par conséquent été déconsolidés.

- ✓ Augmentation de capital chez la société BILENDI à laquelle le Groupe n'a pas participé réduisant sa participation de 26,42% à 25,63%

- ✓ Changements organisationnels :

  - Départ de Monsieur Marc LANGLET - Directeur financier en septembre 2019 remplacé par Madame Carole FAYN

  - Démission du Directeur Général Délégué, Monsieur Jonathan LAROUSSINIE en janvier 2019 et nomination de Monsieur Julien BRAUN en mars 2019

Evènements postérieurs à la clôture

- ✓ Le Groupe a procédé à une augmentation de capital par décision du Conseil d'administration en date du 20 décembre 2019 par émission de 142 857 actions à bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions ordinaires (« ABSAANE) de 1 euro de valeur nominale au prix de 7 euros et assorties chacune d'un bon de souscription/d'acquisition d'une action ordinaire au prix de 6,50 €.

  Par décision en date du 24 décembre 2019, agissant sur délégation du conseil d'administration, la direction générale a constaté la réalisation définitive de l'émission d'ABSAANE et en conséquence celle de l'augmentation du capital d'un montant nominal de 142 857 euros pour être porté de 5 506 489 euros à 5 649 346 euros.

  Ainsi, le capital social est désormais fixé à la somme de 5 649 346 €. Il est réparti en 5 649 346 actions de 1€ de nominal chacune, de même catégorie et intégralement libérées. Il peut être augmenté, réduit, amorti ou divisé en application des décisions des actionnaires dans les conditions légales.

- ✓ Attribution de 30 000 actions gratuites le 01.10.19, sous condition de performance liées aux comptes de l'exercice clos le 30.09.2020

II - Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

2.1 Immobilisations et amortissements

Immobilisations Incorporelles en €	Clôture 30/09/2018	Augmentations	Diminutions	Clôture 30/09/2019
Ecart d'acquisition	22 423 717	267 120	635 273	22 055 564
Concessions, brevets et droits similaires	297 565	514 776		812 341
Fonds commercial / Droit au bail	360 000		360 000	-
Mali technique	5 091 365			5 091 365
Plateforme Technologique Audience +	2 099 960			2 099 960
Total	30 272 607	781 896	995 273	30 059 230

Le détail du poste écarts d'acquisition se présente comme suit :

Ecarts d'acquisition en €	Valeur brute	Amort.	Clôture 30/09/2019
EA- société SGP	5 120 736	866 566	4 254 170
EA- société LOJAALI	243 114	21 229	221 885
EA - HIGHTEN	1 148 992	500 000	648 992
EA - AUDIENCE +	1 196 264	1 196 264	0
EA - ADSVISERS	9 853 294		9 853 294
EA - ADVERTISE ME	4 493 163		4 493 163
Total	22 055 563	2 584 059	19 471 504

Ecarts d'acquisition en €	Valeur nette 30/09/2018	Variation périmètre	Amort.	Clôture 30/09/2019
EA- société SGP	4 254 170			4 254 170
EA- société LOJAALI	221 885			221 885
EA - HIGHTEN	381 872	267 120		648 992
EA - AUDIENCE +	0			0
EA - ADSVISERS	9 853 294			9 853 294
EA - ADVERTISE ME	4 493 163			4 493 163
Total	19 204 384	267 120		19 471 504

Les nouveaux écarts d'acquisition sur l'exercice sont :

- Ecart d'acquisition HIGHTEN : 267 120 €

L'écart d'acquisition Q3 a été sorti pour 635 273 € suite à la déconsolidation de cette participation compte tenu de la perte de l'influence notable du groupe QWAMPLIFY.

Les principales composantes du poste « Concessions, brevets et droits similaires » au 30 septembre 2019 sont des logiciels.

Le mali technique de 5 091 365 € issu de la fusion entre anciennement CUSTOM SOLUTIONS et CUSTOM HOLDING renommée CUSTOM SOLUTIONS se décompose en une seule unité génératrice de trésorerie (UGT) correspondant à l'activité de gestion d'opérations en Marketing Opérationnel. Dans cette UGT, sont venus s'agréger les actifs incorporels de SGP pour former le pôle ACTIVATION.

Amortissements et dépréciations des Immobilisations Incorporelles en €	Clôture 30/09/2018	Augmentations	Diminutions	Clôture 30/09/2019
Ecart d'acquisition	3 219 332		635 275	2 584 057
Concessions, brevets et droits similaires	284 369	501 210		785 579
Plateforme Technologique Audience +	2 099 960			2 099 960
Total des amortissements	5 603 661	501 210	635 275	5 469 596
Dépréciation des immobilisations incorporelles	1 360 000	500 000	360 000	1 500 000
Total des dépréciations	1 360 000	500 000	360 000	1 500 000
Total	6 963 661	1 001 210	995 275	6 969 596

Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité des écarts d'acquisition, un test de dépréciation a été mené au 30 septembre 2019 en application de la procédure mise en place par le Groupe.

L'évaluation de la valeur d'utilité est fondée sur la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

- Nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés : cinq ans, sur la base des plans d'affaires établis pour chaque unité génératrice de trésorerie
- Taux de croissance à long terme pour projeter à l'infini les flux de trésorerie de la dernière année estimée : 1.50%
- Taux d'actualisation de 13% (Pôle Activation) à 15% (Pôle Média)

Les résultats de ces tests de dépréciation ont conduit à déprécier le mali technique du pôle Activation d'un montant de 500 000 € au 30 septembre 2019.

Le poste dépréciation des immobilisations incorporelles est relatif aux éléments suivants :

- La reprise de la provision pour dépréciation du fonds de commerce exploité par la société GECIP pour 360 000 €, lequel a été définitivement enregistré en perte

- La dépréciation du mali technique QWAMPLIFY à hauteur de 1 500 000 €

Le groupe a intégralement déprécié depuis l'exercice clos au 30 septembre 2018 les actifs incorporels d'AUDIENCE + pour 2.1 M€.

Immobilisations Corporelles en €	Clôture 30/9/2018	Augmentations	Diminutions	Clôture 30/9/2019
Instal. Techn., matériel outillage industriels	306 317	640		306 957
Instal., agencement, aménagements divers	926 499	65 233		991 732
Matériel de transport	242 003	32 927	56 458	218 472
Matériel de bureau, mobilier	778 718	139 823		918 541
Total	2 253 538	238 622	56 458	2 435 702

Les principales composantes des immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Installations techniques, matériel et outillage industriel

Ce poste est essentiellement composé de machines industrielles de mise sous pli automatique du courrier ainsi de matériels de manutention

- Installations, agencements, aménagements divers

Ce poste comprend essentiellement les racks et rayonnages des entrepôts

- Matériel de transport

Ce poste comprend la flotte de véhicules affectée aux salariés du groupe.

- Matériel de bureau, mobilier

Ce poste comprend essentiellement le matériel informatique.

Amortissements et dépréciations des Immobilisations corporelles en €	Clôture 30/09/2018	Augmentations	Diminutions	Clôture 30/09/2019
Instal. Techn., matériel outillage industriels	284 719	12 668		297 387
Instal., agencement, aménagements divers	591 067	115 965		707 032
Matériel de transport	174 605	48 538	23 850	199 293
Matériel de bureau, mobilier	647 481	148 355		795 836
Total	1 697 872	325 526	23 850	1 999 548

Immobilisations Financières en €	Clôture 30/09/2018	Augmentations	Diminutions	Clôture 30/09/2019
Titres mis en équivalence	4 806 477	486 265	521 008	4 771 734
Autres participations		750 782		750 782
Prêts et autres immobilisations financières	3 954 551	649 367	-	4 603 918
Total	8 761 028	1 886 414	521 008	10 126 434

Ces postes comprennent au 30 septembre 2019 :

- Participations mises en équivalence

Il s'agit :

- Des titres de la société BILENDI détenue à hauteur de 25,63%

Les titres Bilendi ont été mis en équivalence à compter du 30 juin 2018, date à laquelle la désignation d'un administrateur a permis de caractériser l'influence notable. Cependant, Bilendi clôturant ses comptes au 31 décembre et compte tenu des comptes disponibles en date du 30 septembre, il a été décidé :

- De mettre en équivalence les titres au 30 septembre de l'année N sur la base des comptes semestriels publiés par Bilendi au 30 juin de l'année N
- De mettre en équivalence son résultat à compter des comptes consolidés de l'exercice clos au 30 septembre de l'année N sur la base du résultat réalisé par Bilendi pour la période du 1er juin de l'année N-1 au 30 juin de l'année N

- Les Prêts et autres immobilisations financières

Il s'agit :

- des titres des sociétés non consolidés (société Q3)
- des dépôts de garantie versés au bailleur des locaux dans le cadre des dispositions des baux commerciaux
- des fonds détenus par le gestionnaire du contrat de liquidité.
- des dépôts à terme et valeurs mobilières de placement bloqués et donnés en nantissement aux établissements financiers en garantie des emprunts souscrits par le groupe QWAMPLIFY et de découverts bancaires pour un montant de 4,2 M€. A noter qu'au 30/09/2018, les nantissements donnés en garantie des découverts bancaires n'étaient pas retraités en immobilisations financières.

Dépréciations des Immobilisations Financières en €	Clôture 30/09/2018	Augmentations	Diminutions	Clôture 30/09/2019
Autres participations		750 782		750 782
Prêts et autres immobilisations financières				-
Total	-	750 782	-	750 782

Il s'agit des titres de la société Q3 provisionnés intégralement.

2.2 Stocks et provisions sur stocks

Stock en €	Ouverture 01/10/2018	Clôture 30/09/2019		
	Net	Brut	Provision	Net
Marchandises	-	12 284	12 284	-
Total	-	12 284	12 284	-

2.3 Créances

Etat des créances en €	Montant brut au 30/9/2019	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachés à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	4 603 918		4 603 918
De l'actif circulant			
Créances clients	9 578 834		
Fournisseurs	83 361		
Personnel et comptes rattachés	11 641		
Impôt sur les bénéfices	633 128		
Taxe sur la valeur ajoutée	872 843		
Etat - produits à recevoir	27 428		
Gestion des opérations promotionnelles	2 433 683		
Débiteurs divers	31 365		
Impôt différés actifs	124 170		
Charges constatées d'avance	216 173		
Total	**18 616 544**	-	**4 603 918**

A titre de complément d'information, les postes suivants sont constitués des éléments suivants :

- Créances clients

Ce poste se compose :

Clients en €	30/09/2019		
	Brut	Provision	Net
Créance clients	5 179 125	352 452	4 826 673
Clients - appels de fonds non versés	2 828 756		2 828 756
Clients factures à établir	1 570 952		1 570 952
Total	**9 578 833**	**352 452**	**9 226 381**

- La provision pour factures à établir correspond :

- aux opérations terminées à la clôture de l'exercice et facturées sur l'exercice suivant

- aux opérations en cours à la clôture de l'exercice ayant donné lieu à une facturation prévisionnelle durant l'exercice inférieure aux prestations effectivement réalisées. Une facture à établir de la différence est provisionnée en date de clôture.

- Les appels de fonds non versés correspondent aux avances de trésorerie demandées aux clients au démarrage du contrat et non encore reçues.

2.4 Trésorerie

La trésorerie de la Société comprend la trésorerie issue des appels de fonds qu'elle adresse à ses clients dans le cadre de la gestion de leurs opérations promotionnelles aux fins de rembourser les consommateurs. La trésorerie de l'activité de l'entreprise retraitée de l'encaissement des appels de fonds s'élève à la clôture à :

Trésorerie propre d'activité commerciale en €	30/09/2019	30/09/2018
Valeurs mobilières de placement nanties	4 201 772	3 580 500
Disponibilités (nettes de provision)	9 479 378	11 090 760
Concours bancaires courants	- 1 619 399	- 1 506 413
Trésorerie de la Société	12 061 751	13 164 847
Clients - Appels de fonds à recevoir	2 828 756	2 109 009
Autres créances - gestion des opérations promotionnelles	2 433 683	2 032 891
Appels de fonds versés sur opérations en cours	- 12 367 508	- 12 901 806
Trésorerie propre d'activité	**4 956 682**	**4 404 941**

Détail du poste « dépôts à terme et valeurs de mobilières de placement » nantis et disponibles :

Libellé	Valeur nette Comptable	Valeur de marché
Produits structurés	2 691 000	2 719 839
Actions	327 281	27 120
Sicav obligataires	2 220 102	2 189 029
Dépôts à terme	2 423 500	2 423 500
Provision pour dépréciation	-302 395	
Total	7 359 488	7 359 488

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement est constitué par nature de produit présentant un risque de perte en capital.

2.5 Capital social

Actions	Nombre	Valeur Nominale	Montant
Capital social au 01 octobre 2018	5 507 395	1 €	5 507 395
Variation pendant l'exercice	- 906	1 €	- 906
Capital social au 30 septembre 2019	**5 506 489**	**1 €**	**5 506 489**

Le tableau de variation sur l'exercice des titres auto-détenus se présente comme suit :

Opérations	Nombre actions propres	Solde en valeur (€)
Solde au 1/10/2018	13 383	117 917
acquisition/vente sur l'exercice	192 982	1 049 293
paiement titres en actions	- 64 103	- 326 925
Nombre actions propres 30/09/2019	**142 262**	**840 285**

2.6 Dettes

Etat des dettes en €	Montant brut	A 1 ans au plus	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit				
- à un an maximum à l'origine	1 619 399	1 619 399		
- à plus d'un an	8 464 629	2 894 168	5 570 461	
Emprunts et dettes financières diverses	22 454	22 454		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 905 939	1 905 939		
Personnel et comptes rattachés	776 199	776 199		
Organismes sociaux	610 525	610 525		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 187 540	1 187 540		
Autres impôts et taxes	329 706	329 706		
Groupes et associés	14 351	14 351		
Clients créditeurs	1 172 605	1 172 605		
Clients appels de fonds à rembourser	2 179 579	2 179 579		
Clients - avoirs à établir	3 234 020	3 234 020		
Appel de fonds sur opération promotionnelle	10 187 929	10 187 929		
Autres dettes	130 292	130 292		
Produits constatés d'avance	1 225 283	1 225 283		
Total	**33 060 450**	**27 489 989**	**5 570 461**	**-**

A titre de complément d'information, les postes suivants sont constitués des éléments suivants :

- Clients créditeurs

Les clients créditeurs correspondent essentiellement aux soldes à rembourser sur les appels de fonds relatifs aux opérations terminés

- Clients – provisions pour avoir à établir

La provision pour avoirs à établir correspond :

- aux opérations terminées à la clôture de l'exercice qui feront l'objet d'un avoir correspondant au montant des remboursements non versés aux consommateurs qui seront, au choix du client, utilisés par lui pour de futures opérations ou lui seront restitués.

- aux opérations en cours à la clôture de l'exercice ayant donné lieu à une facturation prévisionnelle durant l'exercice supérieure aux prestations effectivement réalisées. Un avoir de la différence est provisionné en date de clôture.

- Appels de fonds sur opérations promotionnelles

Il s'agit des appels de fonds versés par les clients sur les opérations en cours et dont le solde sera remboursé en fin d'opérations promotionnelles.

- Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance correspondent :

- aux opérations n'ayant pas débuté au 30 septembre 2019 et qui ont fait l'objet de facturation durant l'exercice.

- aux opérations forfaitaires facturées et en cours au 30 septembre 2019, pour lesquelles une estimation de la prestation effectivement réalisée au 30 septembre 2019 est inférieure à la prestation facturée. Un produit constaté d'avance est alors comptabilisé pour la différence.

2.7 Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges en €	Clôture 30/9/2018	Augmentations	Diminutions	Clôture 30/09/19
Provision pour litige prud'homal	434 167	120 000	90 702	463 465
Provision indemnité de retraite	467 285		115 277	352 008
Total	**901 452**	**120 000**	**205 979**	**815 473**

2.8 Produits à recevoir, charges à payer et comptes de régularisation

Etat des produits à recevoir, charges à payer et comptes de régularisation en €	Comptes d'actif	Comptes de Passif
- *Produits à recevoir*		
Clients – factures à établir	1 570 952	
Autres créances	160 086	
Intérêts à recevoir	425 785	
- *Impôts différés actifs*	124 170	
- *Charges constatées d'avance*	216 173	
- *Charges à payer*		
Fournisseurs – fact. non parvenue		655 604
Dettes fiscales et sociales		1 325 168
Clients – avoirs à établir		3 238 591
Intérêts à payer		23 729
- *Impôts différés passifs*		78 813
- *Produits constatés d'avance*		1 225 283
Total	**2 497 166**	**6 547 188**

2.9 Chiffre d'affaires

Information sectorielle

Chiffre d'affaires en M€	Clôture 30/09/2019	Clôture 30/09/2018
Média	12,3	10
Activation marketing	12,6	13,7
Total	**25**	**23,7**

Par zone géographique

L'ensemble de l'activité de QWAMPLIFY est réalisé en Europe, premier et unique niveau d'information en matière d'information par zone géographique.

2.10 Autres produits

Autres produits en €	Clôture 30/09/2018	Clôture 30/09/2017
Subventions (dont crédit d'impôt innovation)	193 992	18 030
Refacturation des frais d'affranchissement	43 207	115 934
Refacturation charges		
Indemnités d'assurance sur opérations promotionnelles forfaitaires	100 750	5 072
Autres produits de gestion courante	621 939	535 595
Loyers des sous-locations	175 729	160 997
Transferts de charges	18 992	47 121
Total	**1 154 608**	**882 748**

2.11 Autres achats et charges externes

Autres achats et charges externes en €	Clôture 30/09/2019	Clôture 30/09/2018
Prestations de services / Sous-traitance	7 287 123	6 963 438
Eau gaz électricité	36 390	24 254
Carburant	8 930	5 772
Petit matériel et fournitures	102 189	68 271
Services extérieurs	1 086 185	774 359
Locations et charges locatives	754 616	658 182
Entretien et maintenance	282 723	89 307
Assurances	79 984	88 769
Documentation	8 014	9 604
Colloques et séminaires	53 517	78 335
Personnel extérieur	8 223	172 606
Honoraires et commissions	513 381	442 725
Frais d'actes	5 495	5 402
Annonces et insertions	21 070	34 160
Publicité et communication	102 143	137 131
Transports et déplacements	410 557	461 195
Téléphone, internet et affranchissement	107 677	114 719
Services bancaires	94 353	137 047
Autres services extérieurs	13 405	13 000
Total	**10 975 975**	**10 278 276**

Autres charges en €	Clôture 30/09/2019	Clôture 30/09/2018
Jetons de présence	23 908	18 750
Loyers et charges refacturés	22 525	6 032
Pertes sur créances irrécouvrables	27 312	60 070
Charges diverses de gestion courante	31 326	19 124
Affranchissements refacturés	259 944	225 701
Total	**365 015**	**329 677**

2.12 Effectif moyen annuel

Effectif	Clôture 30/09/2019	Clôture 30/09/2018
Total	**149**	**149**

2.13 Amortissements et provisions d'exploitation nets

Amortissements et provisions d'exploitation en €	Clôture 30/09/2019	
	Dotations	Reprises
Amortissements	**226 649**	
Provisions d'exploitation	**122 544**	**147 353**
Clients	120 575	26 351
Autres actifs circulants	1 969	5 725
Provisions pour Indemnité de retraite	-	115 277
Total	**349 193**	**147 353**

2.14 Résultat financier

Résultat financier en €	Clôture 30/9/2019	Clôture 30/9/2018
Produits		
Revenus des valeurs mobilières		33 002
Intérêts des obligations		23 500
Intérêts des comptes à terme	71 403	78 021
Reprise sur provision dépréciation de titres	7 685	219 638
Gains de change	2 058	4 259
Produits de cession de valeurs mobilières		12 062
Autres produits financiers	28 869	25 642
Total produits financiers	110 015	396 124
Charges		
Intérêts des emprunts	126 682	120 536
Dotation pour dépréciation		75 875
Perte de change	243	2 676
Perte sur titres de participation		128 140
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières	1 336	
Total charges financières	128 261	327 227
Résultat financier	**- 18 246**	**68 897**

2.15 Produits et charges exceptionnels

Résultat exceptionnel en €	Clôture 30/9/2019	Clôture 30/09/2018
Produits		
Produits exceptionnels divers	723	12 227
Remboursement de crédit d'impôt antérieurs	160 000	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	45 513	30 297
Reprise sur provisions pour risques et charges	450 702	564 179
Total produits exceptionnels	656 938	606 703
Charges		
Valeur nette comptable des immobilisations corporelles	395 314	55 492
Coût des restructurations	359 439	
Autres charges	51 066	12 400
Rappels d'impôts et amendes	24 844	
Dotation aux dépréciations d'immobilisations	500 000	1 048 848
Dotation aux provisions pour risques et charges	120 000	
Total charges exceptionnelles	1 450 663	1 116 740
Résultat exceptionnel	**- 793 725**	**- 510 037**

2.16 Contribution des sociétés mises en équivalence

Contribution aux fonds propres	Clôture 30/09/2019	Clôture 30/09/2018
BILENDI	427 065	475 965
HIGHTEN	-	- 269 732
Q3	-	- 128 232
Total contribution aux fonds propres	427 065	78 001

Contribution au résultat	Clôture 30/09/2019	Clôture 30/09/2018
HIGHTEN	68 605	93 980
BILENDI	535 165	
Q3		- 54 912
Total contribution au résultat	603 770	39 068

2.17 Impôt sur les bénéfices et impôts différés

a – Détail de l'impôt sur les résultats

	30/09/2019
Impôts exigibles	705 163
Impôts différés	19 406
TOTAL	**724 569**

b – Rationalisation de la charge d'impôt

	30/09/2019
Résultat net de l'ensemble consolidé	**3 072 834**
Charge (-) ou produit (+) d'impôt (a)	- 724 569
Résultat avant impôt	3 797 403
Taux effectif d'impôt	19,08%
Taux d'impôt théorique de l'entreprise consolidante	33,33%
Charge d'impôt théorique (b)	- 1 265 674
Ecart d'impôt (a) - (b)	**- 541 105**
différences liées aux différences permanentes	44 177
déficits antérieurs imputés	- 422 921
différences liées aux différences de taux	- 30 255
Crédit d'impôt (produit non imposable)	- 132 107
TOTAL DES DIFFERENCES	- 541 105

c – Impôts différés

Solde d'impôt différé actif au 1er octobre 2018	136 435
Solde d'impôt différé passif au 1er octobre 2018	63 675
Situation nette d'impôts différés au 1er octobre 2018	**72 760**
Effet résultat	- 27 403
Effet périmètre	
Solde d'impôt différé actif au 30 septembre 2019	124 170
Solde d'impôt différé passif au 30 septembre 2019	78 813
Situation nette d'impôts différés au 30 septembre 2019	**45 357**

2.18 Politique de risques de change

La société ne supporte aucun risque de change significatif.

III - Informations diverses

3.1 Dirigeants

Le Conseil d'Administration a fixé comme suit, la rémunération du Président :

- Une rémunération fixe mensuelle brute réduite de 9 750 à 6 750 € à compter du 1er octobre 2017 puis portée à 11 750 € à compter du 1er juillet 2018

- Une prime annuelle brute déterminée de la façon suivante : 3% du Résultat Courant consolidé du groupe QWAMPLIFY avant Impôt et prime.

A ce titre, sur l'exercice 2018/2019, le Président a perçu une rémunération fixe de 141 000 €, une prime au titre de l'exercice 2017/2018 de 67 306 €, ainsi que 2 043 € d'avantages en nature.

Le Directeur Général Délégué, qui avait été désigné lors du Conseil d'Administration du 29 décembre 2017, a démissionné de ses fonctions en date du 16 janvier 2019. Sur l'exercice 2018/2019, le Directeur Général Délégué a perçu une rémunération fixe de 75 024 €.

Un Directeur Général a été désigné lors du Conseil d'Administration du 31 mars 2019.pour un mandat d'une durée de deux ans. Le Conseil d'administration a fixé comme suit sa rémunération :

- Une rémunération fixe annuelle brute de 150 000 €
- Une prime annuelle brute maximale de 30 000 € versée selon l'atteinte des objectifs fixés par le Président du Conseil d'Administration

A ce titre, sur l'exercice 2018/2019, le Directeur Général a perçu une rémunération brute fixe de 75 024 €.

Les membres du conseil d'administration ont perçu 23 908 € au titre des jetons de présence et n'ont bénéficié d'aucun avantage en nature. Il n'existe aucune prime d'arrivée ou de départ à leur profit ni aucun régime complémentaire de retraite.

Les rémunérations des dirigeants des filiales consolidées par intégration globale s'élèvent à 115 K€

3.2 Tableau des principaux engagements

Engagements financiers en €	donnés	reçus
Cautions Néant	Néant	Néant
Total (1)		
Autres engagements Indemnités de départ en retraite	352 008	Néant
Total (2)		
Total des engagements financiers (1+2)		
Dont concernant: Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

Les autres principaux engagements sont les suivants :

- Promesse synallagmatique d'achat et de vente des titres ADVERTISE ME portant sur 30 % du capital au plus tard le 31 décembre 2021
- Engagement de la société QWAMPLIFY de soutien financier de sa filiales AUDIENCE+
- Engagement de paiement de complément de prix concernant les titres Higthen sur la base des comptes de l'exercice clos le 30.09.2019

3.3 Dettes garanties par des sûretés réelles

Nature dette	Nature de la Garantie	Emprunt au 30/09/2019	Montant nanti au 30/09/2019
Emprunts bancaires	Nantissement de valeurs mobilières de placement, dépôts à terme et titres de participation	8,4 M€	2,7 M€

3.4 Informations concernant les entreprises liées

Conventions réglementées antérieures qui se sont poursuivies au cours de l'exercice :

- Signature le 1er Avril 2010, suite à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration en date du 16 mars 2010, d'un bail de location pour une durée de douze années entre la SASU SVIC et la Société. Le loyer a été calculé au prix du marché, soit 311 466 euros annuel hors charges hors taxe pour une surface de 3.700 m². Suite à la vente à un tiers par SVIC d'une parcelle de terrain, un avenant au bail de location conclu le 1er avril 2010 entre la SASU SVIC et la société a été signé le 28 juillet 2017, ayant pour effet de réduire le montant annuel du loyer de 12 000 € HT. Signature d'un nouvel avenant au bail commercial avec la SASU SVIC ayant pour effet de réduire le loyer annuel de 36 000 € HT à compter du 1er avril 2018

Conventions réglementées nouvelles conclues au cours de l'exercice :

Cession d'un véhicule de fonction à Cédric Reny

3.5 Plan de stock option et actions gratuites

Il n'existe pas de plan de stock option.

3.6 Honoraires des commissaires comptes

	DELOITTE		SACOR	
	2019	2018	2019	2018
Honoraires d'audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Société mère	11 654	9 500	11 654	9 500
Filiales intégrées	10 400	9114	46 400	46 698
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
Société mère	7 140	8 925		1 925
Filiales intégrées				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrés				
Société mère				
Filiales intégrées				
TOTAL	29 194	27 539	58 054	58 123